

Travaux Personnels Encadrés

Comment les pays du Nord gèrent-ils les
difficultés que rencontrent les migrants à
leur arrivée ?



Divanac'h Léo

Caradec Adrien

Joncour Glen

1ES2

Sommaire :

- **Introduction :**

- **I - Partie Géographie :**

- Les causes du départ
- Les différentes routes

- **II - Partie Social :**

- Les CAO et Associations
- L'importance de la langue

- **III - Economique :**

- Les problèmes de logement
- Les coûts
- L'intégration sur le marché du travail

- **Conclusion :**

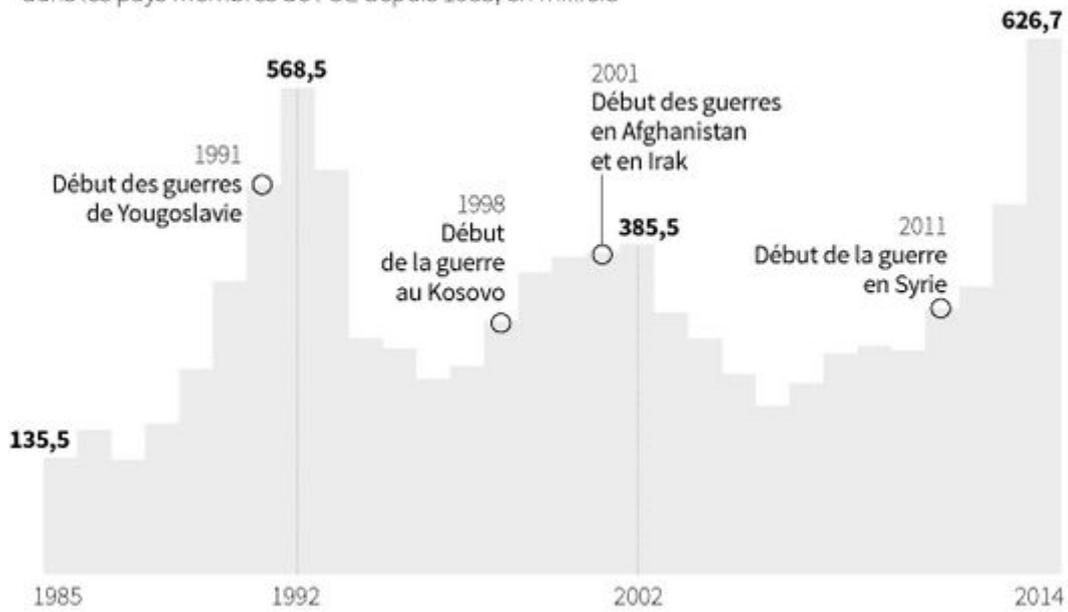
Introduction:

Depuis 2010, l'Europe a vu le nombre de migrants originaires d'Afrique Subsaharienne et du Moyen-Orient augmenter sensiblement. L'Europe fait alors face à l'une des plus importantes crises migratoires de son histoire contemporaine ; en effet, la plupart de ces migrants quittent leurs pays pour différentes raisons: certains sont victimes de la pauvreté qui sévit dans de nombreux pays sous développés, d'autres de la guerre et de la dictature exercée sur les habitants par le gouvernement. Le terme migrant se définit comme "toute personne qui vit de façon temporaire ou permanente dans un pays dans lequel il n'est pas né et qui a acquis d'importants liens sociaux avec ce pays". Dans le cadre de nos TPE nous avons eu la chance de rencontrer un couple de migrants venus d'Irak qui ont pu nous témoigner de leur expérience et de leur voyage, un avocat nous a également expliqué clairement les droits et statuts qu'ont les migrants lorsqu'ils arrivent dans un pays ainsi que David Torondel, le président de l'association "Citoyens solidaires", qui nous a expliqué les actions menées par son association lors de l'accueil de migrants.

Comment les pays du nord de l'Europe gèrent-ils les difficultés que rencontrent les migrants à leur arrivée ? Pour répondre à cette question notre présentation se fera en trois parties : tout d'abord les routes empruntées par les migrants et les moyens utilisés afin d'atteindre leur destination, à savoir le côté géographique puis le côté social avec les associations et enfin le côté économique avec les moyens et les dispositifs mis en place par les gouvernements.

LA PLUS GRANDE VAGUE DE RÉFUGIÉS DEPUIS 30 ANS

Evolution du nombre de demandeurs d'asile dans les pays membres de l'UE depuis 1985, en milliers



Un graphique montrant les plus grandes vagues de réfugiés depuis 30 ans

I - Géographie :

Les causes du départ :

La majorité des migrants ne quittent pas leur pays sans raison, il y a toujours un facteur qui les oblige à partir. Il y a deux causes qui reviennent très souvent : la pauvreté qui touche un certain nombre de personnes et la plus importante en ce moment, la cause politique ; énormément de personnes sont contraintes de fuir leurs pays pour sauver leur vie.

Ces personnes qui quittent leur pays n'ont pas vraiment le choix, ils ne peuvent pas continuer à vivre dans des conditions aussi difficile,s voire impossibles. Voici pourquoi ces personnes veulent rejoindre les pays de l'Europe de l'Ouest :

Le premier cas est la pauvreté : 2,8 milliards de personnes sont touchées par la pauvreté, près de la moitié de la population mondiale vit avec moins de 2 dollars par jour. Les pays les plus pauvres sont les pays de Centre Afrique mais en Europe, le pays le plus pauvre est l'Albanie.

En effet, même si depuis 2002 le pourcentage est en baisse, il reste quand même environ 20 % de la population qui vit sous le seuil de pauvreté en Albanie en 2012. La pauvreté, l'absence de travail, les conditions de vie difficiles ne permettent même pas le minimum vital.



Bidonville en Albanie

30.000 Albanais ont décidé de quitter le territoire à la recherche d'une vie meilleure, 20.000 ont demandé l'asile dans l'Union Européenne et environ 7.000 l'ont demandé en France. La France devient le pays ayant reçu le plus de demandes d'asile d'albanais dans l'UE. Pour espérer que leurs demandes ne soient pas rejetées, les albanais disent que, de retour dans leur pays, ils subiront des menaces de vendetta ou des violences conjugales.

La cause de départ la plus fréquente ces derniers temps reste politique comme en Syrie avec la guerre : durant les huit premiers mois de l'année 2015, 365.000 personnes sont entrées illégalement dans l'Union Européenne ; environ 50 % des migrants qui rejoignent l'Europe sont issus de pays en guerre ou sous un régime dictatorial.

Ces chiffres proviennent seulement de trois pays : les syriens sont les plus nombreux à quitter leur pays, ils représentent 27,9 % des migrants (79.000 personnes) suivis des érythréens avec 12,2 % (34.500 personnes) et enfin les afghans et les kosovars, 22 000 personnes pour chacune de ces nationalités, soit 7,8 % dans chacune d'elle.

La guerre en Syrie a tué environ 200.000 personnes, raccourci l'espérance de vie de 20 ans et forcé plus de la moitié de la population du pays, qui était de 21 millions avant-guerre, à s'enfuir. Les conditions de vie sont atroces, les syriens passent leur journée à chercher de l'électricité pour recharger leurs téléphones portables et de quoi se nourrir.... «presque tous les marchés alimentaires ont été fermés. Il fallait courir dans tout Alep pour trouver la moindre chose –ne serait-ce qu'une tomate- parfois vous en trouviez, et parfois non. Certaines ONG apportaient de la nourriture mais c'était seulement des choses comme du riz et de l'huile. Juste ce qu'il faut pour rester en vie.» Raconte Rami Zien, syrien. En ce qui concerne l'électricité, la Syrie est 83 % plus sombre la nuit que ce qu'elle était avant la guerre, en partie parce que les personnes s'enfuient et en partie parce que les infrastructures ont été détruites.



Bombardements en Syrie

Ces dernières essaient aussi d'éviter de devenir l'une des 7,6 millions de personnes déplacées à l'intérieur de la Syrie, ou des 3,8 millions qui ont fui à l'étranger en tant que réfugiés. La plupart des gens ont perdu leur emploi à cause des bombardements qui ont détruit leurs lieux de travail ; certains se retrouvent sans emploi et les plus chanceux avec un petit boulot ... «Beaucoup de gens ont perdu leur emploi d'origine... Ils démarrent ce qu'ils arrivent à démarrer. Mon voisin gérait des usines de textile et maintenant, il vend des châles et du diesel au marché» a confié Rami dans une interview via Skype.

Ces conditions de vie plus que déplorables et ces témoignages viennent nous confirmer les données ci-dessus, on sait donc maintenant pourquoi, presque 30 % des migrants sont des syriens.

Il n'y a pas que les syriens qui sont touchés par des problèmes politiques, les érythréens font partie des quatre pays à avoir ce genre de problème, l'Erythrée fait face à un exode massif de sa population. Les érythréens, souvent des jeunes, cherchent à fuir la dictature du président Issayas Afeworki au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1993. En 2014, l'agence européenne Frontex, l'organisme en charge de la coordination de la surveillance des frontières extérieures de l'Europe, a recensé plus de 34.000 érythréens demandeurs d'asile aux portes de l'Europe.

L'Erythrée est considérée comme un pays organisé comme une caserne disciplinaire sous l'autorité absolue d'un chef, Issayas Afeworki, ancien héros de la libération qui s'est transformé en despote alcoolique. C'est un pays soumis à la loi d'un chef de guerre qui se considère toujours en guerre. La principale cause de départ est le service militaire obligatoire qui suit automatiquement la fin des études et peut se prolonger indéfiniment. Dans les faits, il dure en général une dizaine d'années, au cours desquelles "les jeunes filles sont fréquemment violées et les garçons sont frappés et humiliés", "L'Erythrée se rapproche du camp de concentration avec travaux forcés." Avec une seule issue : "La fuite", résume Léonard Vincent (journaliste).



Service militaire en Erythrée

Harez et Sirwan ont décidé de quitter l'Irak à cause de l'instabilité politique due à l'Etat Islamique.

Depuis 2015, plus d'un million de migrants ont réussi à rejoindre l'Europe. Toutes ces personnes qui veulent rejoindre l'Europe, voient le continent comme un Eldorado, une terre propice à la réussite, à la richesse. Certains veulent le rejoindre pour trouver du travail et d'autre pour sauver leur vie. Les migrants viennent d'un peu partout, il n'y a évidemment pas qu'une seule route, ils choisissent la route qu'ils souhaitent emprunter. Il y a la route qui va de la Turquie vers la Grèce et qui se poursuit avec la route des Balkans. Les autres routes sont celles passant par la Méditerranée.

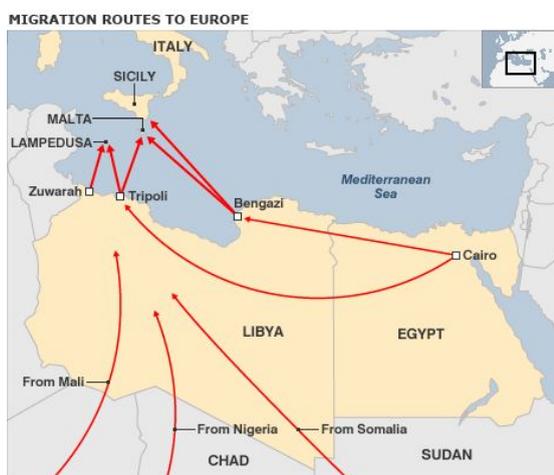
Les différentes routes :

En 2016 environ 450.000 migrants ont traversé la Méditerranée dans le but de rejoindre les frontières européennes, la majorité des migrants qui empruntent cette route vient d'Afrique du Nord et la plupart partent de Libye pour rejoindre l'île Italienne de Lampedusa (seulement 250 à 280 km). La traversée pour rejoindre l'île peut durer plusieurs jours et coûte environ 15.000 euros, cela dépend de la cupidité du capitaine, entre autres, car les critères sont nombreux, comme le nombre de bateaux disponibles, par exemple ; il peut augmenter les prix s'il le souhaite.

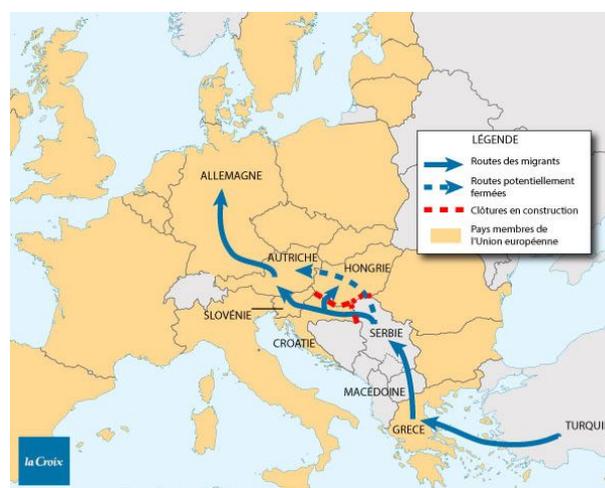
Les conditions de traversée sont horribles, inhumaines, les plus grandes embarcations peuvent accueillir jusqu'à 1 000 personnes, ce sont évidemment des embarcations de fortune, où les migrants sont entassés, sans eau ni nourriture. En 2016 plus de 3.500 personnes ont péri durant la traversée.



Embarcation de migrants



Flux vers l'île de Lampedusa



Route des Balkans

Actuellement, la route la plus empruntée par les migrants reste la route qui va de la Turquie jusqu'à la Grèce et qui se poursuit avec la route des Balkans. Pour gagner l'Europe occidentale, de plus en plus de migrants choisissent d'emprunter cette route, plus longue et plus difficile, mais peut-être moins dangereuse que la route de la Méditerranée qui rejoint la Grèce à la Croatie en passant par la Serbie. Entre le 1er janvier et le 1er juin 2015, plus de 40 000 personnes ont fait le voyage Turquie-Grèce et près de 50 000 ont traversé la Macédoine pour emprunter la route des Balkans.

Harez, Sirwan et leurs deux filles ont opté pour traverser la Turquie et rejoindre la Grèce. Ils sont partis d'Istanbul pour rejoindre la Grèce. Ils ont rencontré un passeur qui leur a fait payer 18 000 euros : 6.000 par adulte et 3.000 par enfant. C'est le réseau du passeur qui les escortés pendant le voyage. Ils se sont retrouvés avec d'autres personnes sur un bateau qui a accueilli environ une quinzaine de personnes, cette traversée à durée 30 min. Une fois arrivés en Grèce, un autre passeur, qui fait partie du réseau, les a fait monter dans un camion sans leur dire par où ils allaient passer. Ils ont passé 2 nuits dans le camion et ont fait une pause de 3 semaines dans des maisons en bord de route où ils se sont cachés, ils n'avaient pas le droit de sortir. "Nous n'avions pas grand chose à manger, du pain, des biscuits, du jus d'orange et de l'eau" nous racontent Harez et Sirwan. Cette opération s'est répétée trois fois. Ce long voyage se terminera en France.



Migrants voulant rejoindre l'Europe en camion

Les migrants ne peuvent pas traverser l'Europe de l'Est ou traverser la Mer Méditerranée tout seuls ; ils sont obligés d'appeler un passeur qui les fera payer et les aidera à traverser. Les passeurs jouent un rôle important dans l'immigration, certains veulent vraiment aider les migrants, d'autres veulent juste toucher des grosses sommes d'argent et ne se préoccupent pas de la vie des passagers prêts à tous pour quitter leur pays.



Des migrants risquant leurs vies pour rejoindre l'Europe

Il faut distinguer 2 catégories de "passeurs" : les "petites mains" qui sont bien souvent des migrants eux-mêmes. Ils n'ont pas l'argent nécessaire pour traverser, servent de rabatteurs pour 10 ou 15 migrants et financent ainsi ensuite leur propre passage, et les chefs des réseaux, eux ne sont pas sur Calais. Il s'agit de réseaux mafieux internationaux qui vivent de la traite humaine. L'enjeu économique est très important et peut être source de conflits dangereux.

Les passeurs font payer très cher la traversée, quand les migrants choisissent la voie maritime, s'ils viennent de Turquie, ils rejoignent alors la Grèce. S'ils veulent faire la traversée à bord d'embarcations gonflables, cela leur coûte 1 600 euros. Le voyage à bord d'un bateau de pêche coûte 2 400 euros, à bord de bateaux de croisière 3 200 euros. Pour les bateaux de croisière, les passeurs emmènent les migrants dans des petits bateaux jusqu'à la limite des eaux territoriales grecques et de là ils font monter les réfugiés à bord avec la complicité de membres de l'équipage.

Le moyen le moins cher de quitter la Turquie reste la voie terrestre. Si les migrants veulent voyager dans un conteneur à bord d'un camion pour atteindre l'Italie ou l'Autriche, ils doivent dépenser 800 euros. Les passeurs se font très facilement de l'argent grâce à des traversées, même si les migrants périssent durant la traversée, les passeurs seront toujours gagnants puisque les migrants doivent payer une partie avant le voyage.

La majorité des passeurs est d'origine égyptienne (31,70 %) ou d'origine tunisienne (20,68 %), loin devant les sénégalais (8,75 %) et les gambiens (8,41 %).



Caricature d'un passeur observant le naufrage de son bateau transportant des migrants



Caricature d'un passeur proposant un cercueil comme bateau à un groupe de migrants

En 2016, 1,2 million primo-demandeurs d'asile ont été enregistrés dans les 28 pays de l'Union européenne. Les principaux demandeurs sont les syriens.

La plupart des migrants sont des réfugiés. Un réfugié est une personne qui a demandé l'asile et est reconnue par un Etat comme ayant fui son pays en raison de menaces sérieuses pour sa vie. Cette condition doit normalement être argumentée : le réfugié doit apporter à son Etat d'accueil la preuve de ces menaces.

Une fois arrivés dans un des pays de l'Union Européenne, les migrants vont demander l'asile pour espérer rester dans le pays. La demande d'asile se passe en différents étapes :

- les demandeurs d'asile bénéficient de certaines conditions matérielles d'accueil, tels que l'hébergement et les moyens de subsistance,
- ensuite, les empreintes digitales de chaque demandeur d'asile sont relevées et envoyées à une base de données appelée "Eurodac" (Eurodac est une base de données mise en place dans l'Union européenne et opérationnelle depuis le 15 janvier 2003. Doté d'un système automatisé de reconnaissance d'empreintes digitales, il a pour objet de contribuer à déterminer l'État membre qui est responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans un Etat membre). Ces données contribuent à la détermination du pays responsable du traitement de la demande d'asile.
- enfin, un entretien à lieu, en présence et avec l'assistance d'un interprète, entre le demandeur d'asile et le responsable de son dossier, qui a suivi une formation en droit de l'UE, afin de déterminer si le demandeur peut prétendre au statut de réfugié ou à une protection subsidiaire. si oui le demandeur bénéficie du statut de réfugié. Si l'asile n'est pas accordé au demandeur en "première instance", ce rejet peut faire l'objet d'un recours juridictionnel.
- Si la décision de rejet rendu en "première instance" (avec l'interprète) est confirmée, le demandeur peut être soumis à une obligation de retour dans son pays d'origine ou de transit ; mais s'il y a infirmation de la décision de la décision négative rendue en "première instance" alors on lui accorde le statut de réfugié ou le bénéfice d'une protection subsidiaire qui s'accompagne de certains droits, tels que la délivrance d'un titre de séjour, l'accès au marché du

travail et aux soins de santé. Cette démarche prend environ un an et demi avant d'aboutir.



Caricature d'un groupe de

migrants espérant obtenir l'asil dans un des pays d'Europe



Une migrante en procédure administrative

II - Social :

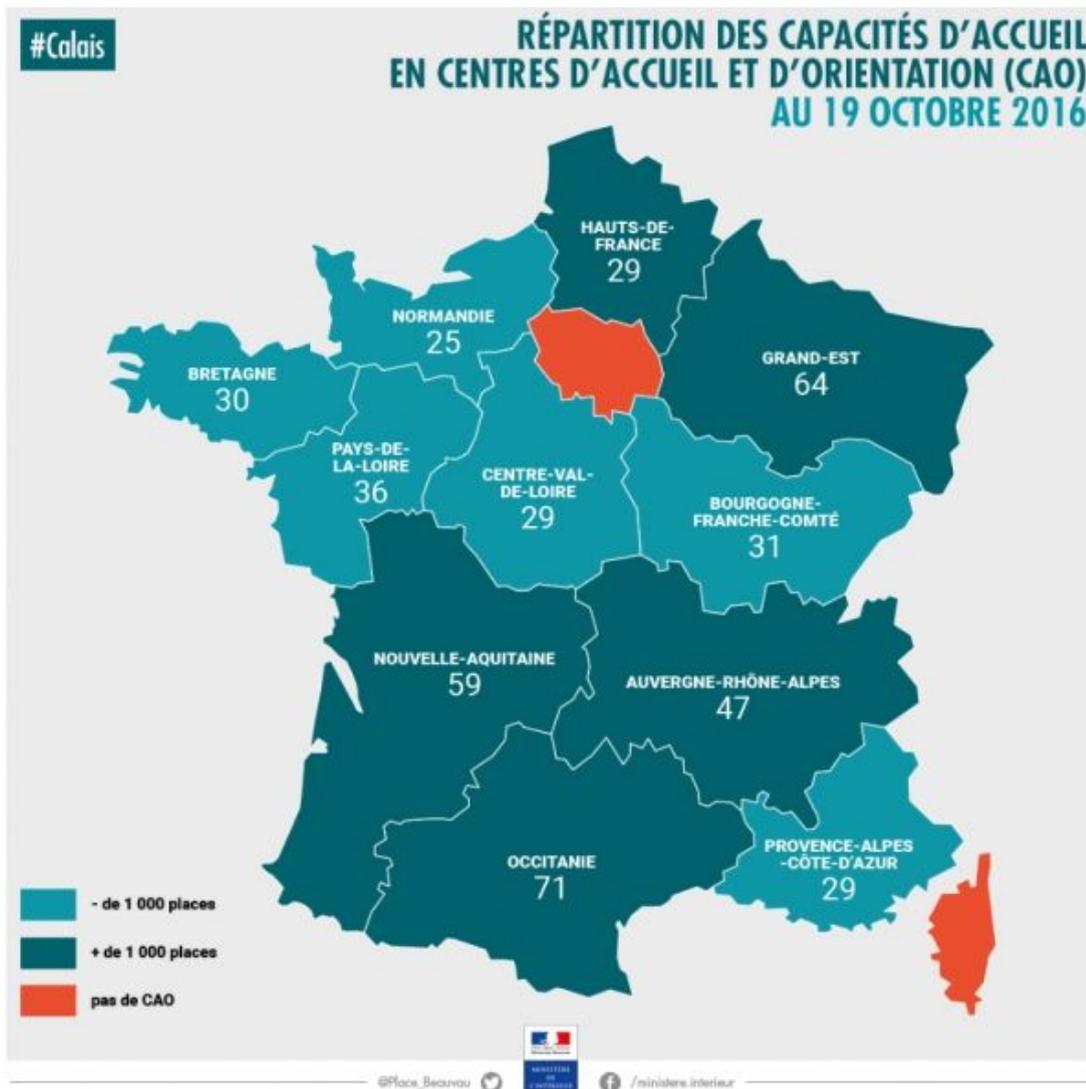
Les CAO et associations

Afin de désengorger Calais, l'Etat a mis en place depuis octobre 2015 des Centres d'Accueil et d'Orientation (CAO) un peu partout en France. Ce sont des lieux d'hébergements provisoires dans lesquels les personnes demandant l'asile en France sont accueillies. Il y a environ 450 centres en France Métropolitaine (sauf en Corse et en Île-de-France), c'est-à-dire 12 000 places au total -pour comparaison l'Allemagne compte quant à elle 40 000 places d'hébergements, mais cela reste insuffisant en vue du nombre bien plus important de réfugiés qu'accueille l'Allemagne chaque année- On compte trois centres qui accueillent spécifiquement les mineurs. Les CAO accueillent des familles ou des hommes seuls, et la capacité d'accueil est de 50 à 100 personnes en moyenne. Ces accueils restent provisoires et les individus ne restent que quelques semaines par centre (3 ou 4 mois maximum). La Bretagne compte quand à elle une trentaine de centres répartis sur le territoire breton. Le centre du Renouveau à été ouvert à Fouesnant en mars 2016, David Torondel, le président de l'association qui a réussi à obtenir une solution de logement pour des groupes de migrants, témoigne : *"Ça s'est très bien passé l'hiver dernier avec les premiers migrants, il n'y avait aucune raison de ne pas recommencer. Nous sommes des gens motivés, déjà sensibilisés à la situation des personnes en exil. Nous allons leur proposer des cours de français, des choses autour de l'intégration par la découverte de notre culture, des échanges interculturels, de l'aide au transport, des dons de vêtements avec le soutien du Secours populaire, des jeux"*.



Le CAO de Saint-Malo (Bretagne)

Suite au démantèlement du camp de Calais, l'ouverture des CAO s'est amplifiée, mais la plupart sont en cours de fermeture, et devraient, à terme, être remplacés par un autre type de centre d'accueil provisoire : les PRAHDA. Les PRAHDA ou Programme d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile sont un nouveau modèle d'hébergement dans le dispositif national d'accueil pour demandeurs d'asile. Ici, Il s'agit non seulement d'assurer l'accueil de demandeurs d'asile en vue d'une orientation vers les structures relevant du dispositif national d'accueil adaptées à leur situation, mais aussi d'offrir un hébergement et un accompagnement aux personnes *«s'orientant vers la procédure d'asile»*, c'est-à-dire *«ayant manifesté l'intention de déposer de manière imminente une demande d'asile»*. Cela constitue la principale spécificité de ce dispositif, l'ensemble des lieux d'hébergement pour demandeurs d'asile étant jusqu'alors dédiés aux personnes ayant préalablement enregistré leur demande auprès du Guichet unique pour demandeurs d'asile en préfecture.



Carte de la répartition des CAO en France selon les régions

Distribution de nourriture, de vêtements, aide dans les démarches administratives, hébergement... En France nombreuses sont les associations qui viennent en aide aux migrants et complètent le rôle de l'Etat. Chaque association à ses spécificités, parmi les plus connues, on peut citer : Médecins Sans Frontières qui a pour but d'offrir une assistance médicale d'urgence dans des cas comme les conflits armés, les catastrophes naturelles, les épidémies et les famines, Le Secours Catholique, Action Emploi Réfugiés ou encore Utopia 56, une association créée en Bretagne pour encadrer le bénévolat qui se déployait alors sur la jungle de Calais. L'association a ensuite géré le premier camp humanitaire de France dès son ouverture à Grande-Synthe près de Dunkerque.

Les associations se voient aussi vecteurs d'intégration pour les jeunes migrants isolés, via un suivi personnalisé et un système de parrainage. Jean-Marc Brunet, Directeur général de France parrainages témoigne : *“Aujourd'hui, nous, associations et organisations de mobilisation citoyenne, proposons des solutions concrètes pour éviter à ces enfants de sombrer, une fois adultes, dans la précarité. Les associations de parrainage, regroupées au sein du Réseau France parrainages, viennent de publier une étude sur les apports du parrainage pour les mineurs non accompagnés, faisant état des nombreux bénéfices du parrainage de proximité. Grâce au soutien d'un parrain ou d'une marraine bénévole qui devient pour le jeune une figure d'attachement et qui va s'impliquer dans ses choix d'orientation et dans son projet professionnel, ce parrainage permet une meilleure insertion du mineur non accompagné. Grâce à l'immersion dans la culture française, à l'apprentissage de la langue et des codes sociaux, son accompagnement par un parrain ou une marraine se veut facteur d'intégration [...]* Les associations de parrainage engagent des citoyens à jouer un rôle dans l'intégration des jeunes migrants en leur consacrant du temps, un accompagnement personnalisé et parfois un accueil durable et solidaire à leur domicile”. À échelle locale, "Accueil migrants pays bigouden" est une jeune association qui a pour but d'accueillir, de trouver un logement et d'intégrer des familles de migrants venus de camps de réfugiés dans le pays bigouden en Bretagne. Elle a été créée en mars 2016 et compte déjà plus de 250 adhérents. A leur arrivée, l'association aide ces familles dans leurs démarches administratives et leur propose des cours de Français ainsi qu'un logement. En effet, l'administration est compliquée. La plupart des familles recueillies par cette association venaient de Calais, où de nombreux individus avaient pour projet de rejoindre le Royaume-Uni. A leur arrivée, les migrants doivent demander l'asile afin de pouvoir bénéficier de logements, des soins médicaux. On peut aussi citer le collectif des citoyens solidaires présent sur la commune de Fouesnant, présidé par David Torondel que nous avons rencontré en Novembre.

L'importance de la langue :

Bien que la communication avec les migrants soit toujours plus ou moins facile (le plus souvent via l'anglais ou la présence de traducteurs), la langue française est un vecteur d'intégration et d'émancipation pour ces derniers. Témoignage de Gosh, érythréen de 22 ans : « *Si je veux rester en France, je dois parler le français, c'est très important pour le travail* ». De nombreux outils, applications ou ateliers sont mis en place pour aider les réfugiés à s'intégrer à travers la langue, notamment de la part de certaines associations qui proposent des cours de français dans plusieurs villes de l'Hexagone. Depuis la loi du 7 mars 2016, les migrants ont l'obligation de suivre 50 à 200 heures de cours de français, selon le niveau initial de chacun.



Des migrants pendant un cours de Français

La formation linguistique est toujours jugée inadaptée, son plafonnement à deux cents heures est « trop court », notamment pour les étrangers n'ayant aucune notion de français. Le niveau de pratique du français, même s'il a été relevé, équivaut au maximum à celui d'un « élève d'école primaire » et il n'est acquis « *que par la moitié des bénéficiaires du parcours* ». Le couple de migrants que nous avons rencontré a aussi témoigné sur leur apprentissage de la langue et nous a fait part de la difficulté que cela représentait pour eux, d'autant qu'à leur arrivée, aucun d'entre eux n'avait de notions de français, comme la plupart des migrants arrivant en Europe.

Ils prennent actuellement des cours de français dans une Maison Pour Tous de Quimper mais ce n'est pas une formation régulière. Ils comptent prochainement suivre une formation accélérée comprenant cinq cours de Français par semaine.

Ainsi, tous ces dispositifs et le coût que cela engendre peuvent entraîner des tensions. Bien qu'ils soient souvent source d'interrogation auprès de la population : Pourquoi viennent-ils ? Vont-ils rester ? Combien cela coûte ? Les migrants sont généralement bien accueillis, que ce soit dans les centres sociaux ou dans les communes dans lesquelles ils sont transférés. Comme évoqué précédemment, de nombreuses associations et collectifs ont vu le jour un peu partout en France, témoignant d'une solidarité bien présente chez les citoyens, malgré les réticences de certains.

III - ECONOMIQUE :

- Problème de logement :

En France la question du logement pour les migrants est un véritable problème ; en effet le gouvernement, face à la demande, a mis en place une politique d'hébergement et d'accès au logement déployée en 2015. Elle s'est dotée d'un budget total de 1,38 milliards d'euros contre 1,2 milliards en 2014, ce budget n'a cessé d'augmenter de 2015 à 2017 (1,38 milliards d'euros en 2015, 1,42 milliards d'euros en 2016 et 1.47 milliards d'euros en 2017). Cela représente 103 866 places d'hébergement, dont 28 890 places généralistes (places d'hébergement dites "classiques" accessibles à tout le monde ; elles ne sont pas réservées à des personnes en particulier), 42 359 en centres d'hébergement et de réinsertion sociale et 37 000 nuits en hôtel en moyenne chaque jour, ainsi que 209 749 places de logement adapté, dont 75 000 créées depuis 2012.

Cette politique propose différentes formules d'hébergement et de logements accompagnés :

- **les centres d'hébergement d'urgence (CHU)** : ce sont des structures d'hébergement temporaires pour des personnes ou des familles sans abri, qui proposent un accompagnement vers une offre plus adaptée aux besoins des personnes et une aide dans les démarches d'accès aux droits ;
- **les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)** : ce sont des solutions d'hébergement collectives (associant logements privatifs et espaces collectifs), où les personnes et les familles admises disposent d'un accompagnement social destiné à les aider à retrouver leur autonomie personnelle et sociale ;
- **les résidences sociales** : ce sont des logements collectifs (associant logements privatifs et espaces collectifs), temporaires et meublés ;
- **les pensions de famille et les résidences d'accueil** : elles sont destinées à l'accueil de personnes à faible niveau de ressources, dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde, et dont la situation sociale et psychologique, voire psychiatrique, rend impossible leur accès à un logement ordinaire ;
- **les résidences hôtelières à vocation sociale (RHVS)** : équipés et meublés, offerts en location pour une occupation à la journée, à la semaine ou au mois à une clientèle qui peut l'occuper à titre de résidence principale ;
- **les hôtels** : solutions temporaires d'hébergement ; en aucun cas les nuitées hôtelières ne peuvent être durables ; elles contraignent les migrants à vivre dans des conditions difficiles (problèmes de déscolarisation des enfants qui doivent changer souvent d'hôtels avec leurs familles, conditions d'hygiène déplorables, insécurité alimentaire, manque d'accès aux droits et aux soins...) et parce qu'elles coûtent cher aux finances publiques, l'Etat n'y fait appel qu'en dernier recours.

L'Etat s'efforce de minimiser le recours à l'hôtel afin d'orienter les personnes vers des solutions plus durables afin de faciliter l'intégration des migrants.

Aujourd'hui, un programme d'humanisation est mis en oeuvre afin d'améliorer les conditions d'accueil et d'hébergement.

Le couple de migrants que nous avons rencontré a séjourné au centre du Renouveau à Fouesnant. C'est un centre d'accueil d'urgence qui accueille des groupes de migrants : il leur propose un logement par quatre. Ce centre a été géré par Richard ; il devait gérer une prime alimentaire pour rationner les migrants chaque jour : 4 euros par jour juste pour chaque migrant ; en comptant tous les frais, il avait un budget de 30 euros par jour et par migrant ; ce chiffre comprend le logement les vêtements et la nourriture.

Coûts :

Il manque près de 4 milliards d'euros dans le fonds européen destiné à soutenir la prise en charge des réfugiés par les pays voisins de la Syrie, comme la Turquie, la Jordanie et le Liban. On nomme ce phénomène la crise des migrants. C'est une question de relocalisation de demandeurs d'asile dans l'Union Européenne, de contrôle des frontières, mais c'est aussi, même si la question est moins présente dans les médias, une affaire d'argent. Car c'est en partie parce que les camps de réfugiés syriens en Turquie, Jordanie, et au Liban voient les aides financières diminuer que leurs occupants prennent la route pour l'Europe.

Cependant, pour l'instant, au-delà des discours, l'argent se fait attendre. « *Il nous faut maintenant passer des paroles aux actes* », a lancé Federica Mogherini, la représentante de la politique extérieure et la sécurité de l'Union Européenne, le mardi 15 septembre. Martin Schulz, le président du Parlement Européen, a de son côté fait parvenir le jeudi 17 septembre, au premier ministre du Luxembourg, Xavier Bettel, dont le pays assure la présidence tournante de l'Union, une lettre, dont le journal *Le Monde* a eu connaissance, soulignant l'urgence financière dans laquelle se trouvent les camps où s'entassent plus de 4 millions de Syriens.

« Le roi de Jordanie vient de m'apprendre que son pays voulait continuer à faire tout ce qu'il fallait pour les réfugiés, mais que les fonds dont il disposait s'épuisent. Du coup un grand nombre de Syriens sont actuellement obligés de quitter les camps

dans ces pays tiers alors qu'ils veulent, à terme, rentrer dans leur pays », rapporte Martin Schulz au journal *Le Monde*.

Un Budget contraint :

Martin Schulz déplore que le fonds spécial pour la Syrie, créé en décembre 2014 par la Commission Européenne et l'Italie, soit encore en partie vide. Il avait pour objectif d'apporter un soutien à la Turquie, au Liban et la Jordanie pour un meilleur accueil, pour notamment des centaines de milliers d'enfants en manque de soins et d'éducation dans les camps. Ce fonds devait être à hauteur de 4 milliards d'euros. Mais pour l'heure, il ne compte qu'un peu moins de 50 millions d'euros, dont 41 millions d'euros proviennent du budget de l'Union Européenne, 5 millions de Berlin et 3 millions de Rome...

Qui doit fournir les milliards manquants ?

Principalement les Etats membres. Le budget européen, un peu moins de 150 milliards d'euros par an, est en effet très contraint. Son enveloppe globale a été prédéfinie pour la période 2014-2020. Chaque année, il est négocié pour l'année suivante. On est actuellement en pleine négociation sur le budget 2016, mais les fonds déjà alloués aux migrations devraient être en partie absorbés par les coûts que devrait engendrer le plan de la Commission destiné à relocaliser cent soixante mille demandeurs d'asile dans toute l'Union (avec une aide de 6 000 euros par personne prise en charge, soit pas loin de 1 milliard d'euros en tout).

Lors du conseil extraordinaire de lundi 14 septembre, les ministres de la justice et des affaires intérieures ont fait le vœu de consacrer davantage de moyens aux pays tiers.. Ils espèrent en faire un des points inscrits à l'agenda du sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement, qui vient d'être convoqué pour mercredi 23 septembre. La veille, le 22 septembre, les ministres de l'intérieur ont tenté de se mettre d'accord sur la répartition des réfugiés, pour déminer le terrain d'une négociation toujours explosive.

A la fin du mois, c'est le commissaire Christos Stylianides, chargé du développement et de l'aide humanitaire qui tentera, lui, d'encourager les donateurs internationaux à mettre eux aussi la main à la poche, lors de la conférence des Nations unies sur le développement, à la fin de septembre à New York. « La crise des migrants syriens n'est pas seulement une crise européenne, c'est une crise mondiale », assure le commissaire chypriote.

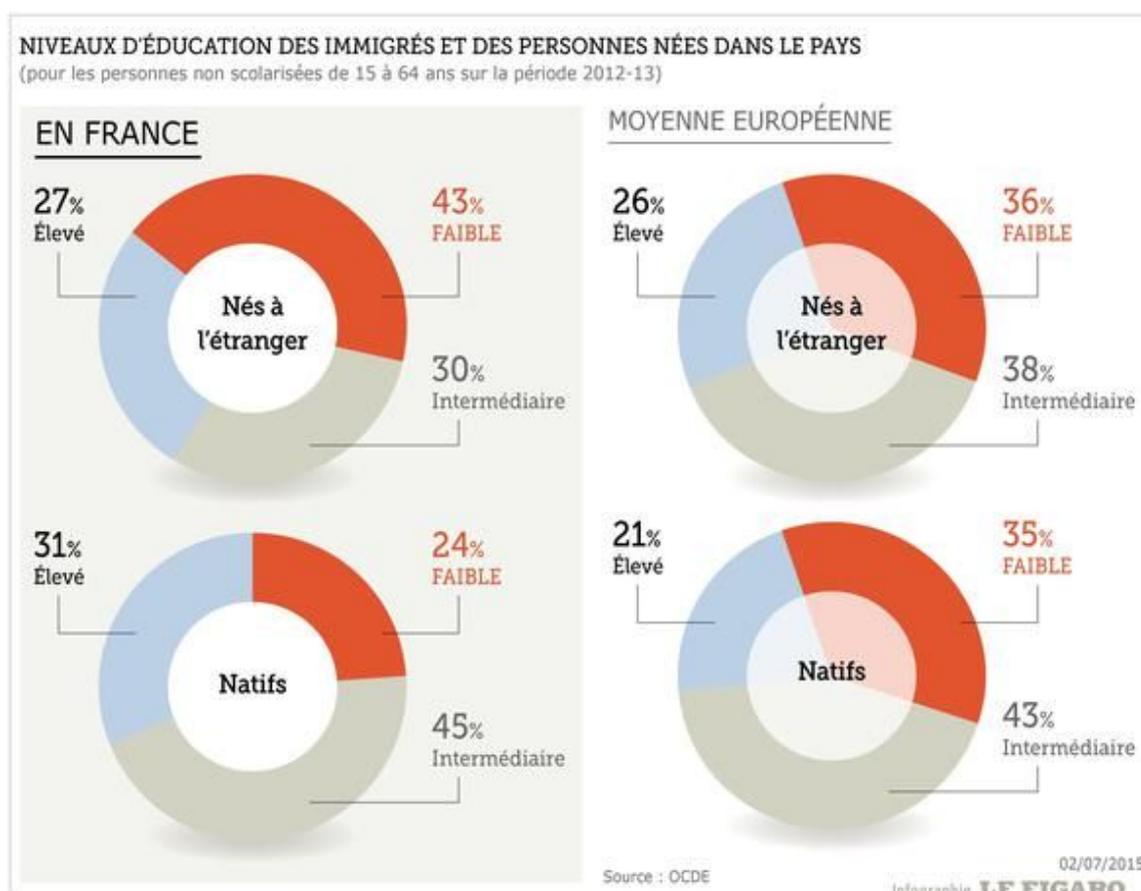
On compte aujourd'hui 21 millions de personnes réfugiées dans le monde, dont 86 % sont accueillies par des pays en développement. Aujourd'hui un habitant sur quatre au Liban est un réfugié syrien. C'est bien plus qu'en Allemagne où on dénombre 74 réfugiés pour 10 000 habitants, et en France où on ne compte qu'1,51 réfugié pour 10 000 habitants selon des chiffres rapportés par le journal *Le Monde*.

Intégration sur le marché du travail :

Seuls 57 % des immigrés d'âge actif occupent un emploi contre 65 % des individus d'origine française, alors que l'écart entre ces deux groupes n'est que d'un point en moyenne dans l'OCDE ; et lorsque 13 % des ménages français vivent en situation de pauvreté relative, ce chiffre monte à 30 % pour les ménages immigrés, l'un des écarts de revenu les plus élevés de la zone OCDE. Un écart plutôt inquiétant lorsqu'on sait que plus d'un quart de la population française est issue d'immigration (né à l'étranger ou descendant d'au moins un parent immigré), contre 16 % dans l'Union Européenne.

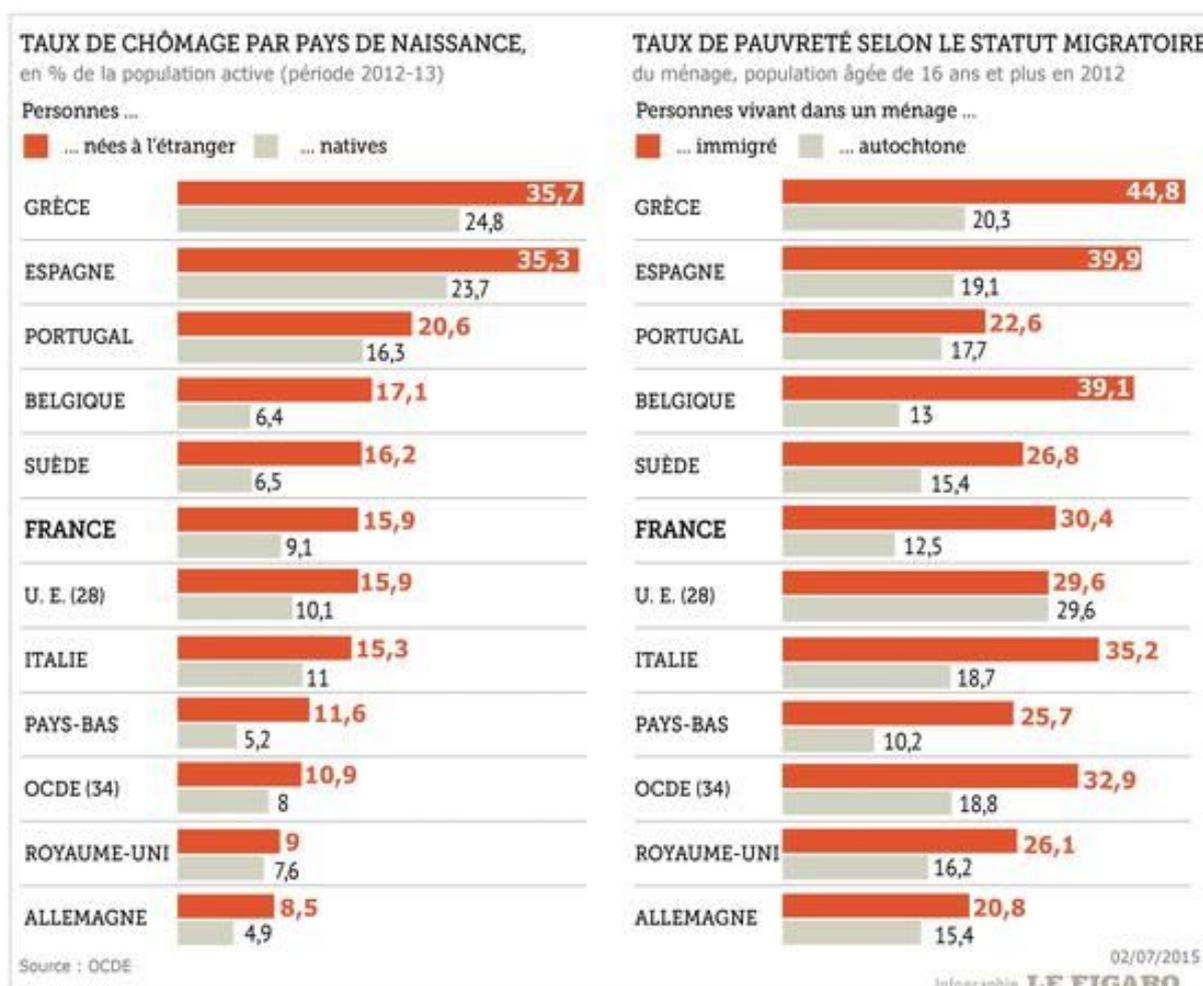
Cet écart peut s'expliquer par le fait que peu de migrants viennent en France pour des raisons professionnelles et beaucoup pour des raisons familiales ; ensuite, leur niveau de qualification est plutôt faible : 43 % des immigrés d'âge actif sont peu ou pas diplômés, contre 29 % dans l'OCDE.

Immigré ou pas, il est toujours plus difficile de trouver un emploi lorsque l'on n'est pas/moins qualifié. En plus de cela s'ajoutent deux effets d'âge : les immigrés sont surreprésentés aux âges très actifs, ce qui joue structurellement sur la différence de taux d'emploi moyen. Puis, "contrairement aux idées reçues, depuis quinze ans l'immigration en France est bien inférieure à la plupart des autres pays européens. Donc la population immigrée y est plutôt âgée par rapport à celle des autres pays", rappelle Thomas Liebig, administrateur principal de l'OCDE.



La situation est particulièrement alarmante pour les immigrés arrivés en France il y a moins de dix ans : leur taux d'emploi est le troisième plus faible de l'OCDE derrière la Suède et les Pays-Bas. Mais quand la Suède écope de défis similaires à ceux de la France (elle accueille beaucoup de réfugiés, qui n'ont pas d'offre d'emploi et ne parlent pas suédois), elle parvient plus vite à les intégrer. «L'intégration des immigrés sur le marché du travail n'est pas automatique, elle nécessite une politique de soutien», insiste Thomas Liebig.

«Les pays qui ont de bons résultats investissent beaucoup, c'est le cas de la Suède ou de la Norvège qui malgré une situation défavorable forment beaucoup les primo-arrivants. Cela porte ses fruits à long terme». En France en revanche, «l'accès à la formation est plus limitée pour les immigrés, alors que les natifs sont plus qualifiés donc techniquement en auraient moins besoin», observe Yves Brem, à la division des migrations internationales de l'OCDE. Sans oublier les facteurs difficiles à mesurer : la présence de réseaux, la discrimination. Sur ce point, contrairement aux autres pays de l'OCDE, en France et en Europe, les enfants d'immigrés se sentent plus discriminés que les immigrés eux-mêmes. Le niveau de qualification de leurs parents qui joue dans l'intégration finale les pénalise, car le système éducatif était plus faible à l'époque de leurs parents.



L'Allemagne, quant à elle, est un pays d'immigration depuis plusieurs décennies ; en effet elle est même devenue depuis 2013 la deuxième destination de l'immigration dans le monde, derrière les États-Unis. Depuis quinze ans, des centaines de mesures ont été prises pour favoriser l'intégration des étrangers, à commencer par la réforme du code de la nationalité, en passant du droit du sang au droit du sol pour faciliter l'acquisition de la nationalité allemande. Il y a en Allemagne des "cours d'intégration" qui passent par l'apprentissage de la langue, et aussi une politique intransigeante et permanente de lutte contre la xénophobie et le racisme. L'Allemagne a dépensé un total de 5.5 milliards d'euros durant l'année afin d'améliorer les conditions d'accueil des migrants.

L'Allemagne investit beaucoup afin de favoriser l'intégration des migrants : sa population vieillit et elle manque de main d'oeuvre ; proposer un cadre de vie aux migrants lui permettrait de remédier à ce problème.

Pour reprendre le cas de la famille de migrants précédemment citée, le père de famille (Sirwan) était routier avant de quitter l'Irak, son pays d'origine. Lorsqu'il a commencé ses démarches pour retrouver un emploi dans ce même domaine en France, il a dû prendre des cours de français (qu'il suit toujours) pour pouvoir prétendre à suivre une formation spécifique à son secteur d'activité (le transport), à savoir une FIMO (Formation Initiale Minimum Obligatoire) permettant d'obtenir la qualification d'exercer le métier de conducteur routier de marchandises ou de voyageurs.



Un couple de migrants venus d'Irak ayant élu domicile à Fouesnant

Conclusion :

Nous avons donc appris, à travers ces trois axes de recherches, que les pays du Nord ont tout intérêt à mettre en place des dispositifs pour contrôler et gérer ces arrivées massives afin d'éviter de nombreux problèmes économiques et sociaux. Il existe donc de très nombreux profils de migrants en Europe venant du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord ou encore d'Afrique subsaharienne en empruntant de multiples chemins. Les raisons de leur arrivée diffèrent elles aussi, entre guerre, instabilité politique et pauvreté. L'aventure de Sirwan et Harez est un exemple d'intégration réussie tant au niveau social qu'économique mais reste cependant un cas isolé. Même si ils semblent avoir trouvé un "havre de paix" à Fouesnant, ils ont laissé une part d'eux-mêmes au Kurdistan Irakien en quittant leur terre natale et leur proches. Leur périple peut faire penser à un passage du livre Eldorado de Laurent Gaudé "Aucune frontière n'est facile à franchir. Il faut forcément abandonner quelque chose derrière soi [...] "Aucune frontière ne vous laisser passer sereinement. Elles blessent toutes".

Ne pouvons nous pas penser à ces irlandais, partis à la fin du XIXe siècle pour l'Amérique, et que nous retrouvons aujourd'hui faisant partie intégrante de la société américaine ?